

Les visages de l'inégalité dans Parc-Extension

Ariane Beck, Emanuel Guay et Lily Paulson

Numéro 802, mai-juin 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90559ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beck, A., Guay, E. & Paulson, L. (2019). Les visages de l'inégalité dans Parc-Extension. *Relations*, (802), 34–35.



LES VISAGES DE L'INÉGALITÉ DANS PARC-EXTENSION

Le manque d'accès à un logement décent et le faible taux de persévérance scolaire sont révélateurs de quelques-unes des inégalités à combattre dans ce quartier montréalais, l'un des plus diversifiés et densément peuplés au Québec.

Ariane Beck, Emanuel Guay et Lily Paulson

Les auteurs sont respectivement instructrice en anglais langue seconde, doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et étudiante au baccalauréat en sociologie à l'Université McGill

La question des inégalités sociales et économiques a souvent été mise sous les projecteurs et dénoncée au Québec au cours des dernières années – on peut penser à la grève étudiante du printemps 2012 ou encore aux campagnes étudiantes et syndicales contre l'austérité, en 2015. Pour comprendre plus en finesse les inégalités aujourd'hui, il importe de se situer à une échelle locale, car la pauvreté et l'exclusion sociale tendent effectivement à se concentrer dans des régions et des quartiers spécifiques. Le cas de Parc-Extension, un quartier situé au nord-ouest de Montréal, est emblématique de certaines inégalités qui méritent d'être combattues et discutées plus régulièrement dans l'espace public.

Une population appauvrie

Situé dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, bordé à l'est par l'avenue Casgrain et à l'ouest par le boulevard l'Acadie, Parc-Extension est l'un des quartiers les plus diversifiés et les plus densément peuplés de Montréal. Plus d'une centaine de communautés ethniques différentes s'y côtoient et on y compte 21 125 habitants au kilomètre carré, comparativement à une moyenne de 4662 habitants au kilomètre carré dans l'ensemble de Montréal en 2016. «Parc-Ex» est également l'un des quartiers les plus pauvres au Canada : en 2016, 43,5% des résidents étaient considérés comme à faible revenu, 79,2% des ménages étaient locataires et le taux de chômage frôlait 15%. Cette situation s'explique entre autres par l'importante concentration de personnes dont les revenus annuels de travail ne leur permettent pas de dépasser le seuil de faible revenu, qui composaient 30,7% de la population active du quartier en 2012.

Il faut toutefois noter que la population active sur le marché du travail ne correspond jamais à la totalité de la population dans un quartier donné. Une analyse plus fine des inégalités doit prendre en compte d'autres dimensions telles que les difficultés d'accès à un logement décent et les taux de décrochage scolaire, deux réalités auxquelles une part importante des résidents de Parc-Extension est confrontée.

Difficultés d'accès à un logement décent

Entre 2001 et 2014, le prix moyen des loyers mensuels à Montréal a augmenté de 31% pour les logements avec deux chambres à coucher et de 38% pour les logements avec trois chambres et plus – une tendance qui s'est maintenue depuis. La proportion de ménages consacrant 30% ou plus de leurs revenus au logement dans Parc-Extension s'élevait pour sa part à 39,7% en 2016. De plus, près du tiers des ménages montréalais ont fait face à au moins un problème de salubrité dans leur logement en 2015 (plomberie défectueuse, moisissures apparentes, infiltrations d'eau), les locataires étant proportionnellement plus concernés que les propriétaires. Parc-Extension figure parmi les quartiers les plus touchés par ce problème directement lié au prix élevé des loyers, une réalité qui, depuis les années 2000 à Montréal, oblige de nombreux ménages à demeurer dans des logements détériorés ou insalubres. De plus, les ménages qui consacrent une trop grande part de leurs revenus au logement peinent souvent à couvrir leurs autres besoins, notamment en nourriture et en médicaments, ce qui contribue en retour à la détérioration de leur santé.





De nombreux obstacles peuvent empêcher les locataires d'exercer pleinement leurs droits, notamment pour contester des augmentations de loyer ou pour exiger la salubrité des logements. Lors d'une consultation publique organisée dans Parc-Extension par le collectif Montréal Populaire en mars 2018, des résidents issus de l'immigration récente, très nombreux dans le quartier, ont souligné que leur famille se heurtait régulièrement à un déséquilibre de pouvoir face à leur propriétaire, ce déséquilibre étant lié à la crainte d'être expulsés, à un réseau social limité et à une connaissance minimale des lois et procédures du Québec relatives au logement. Les immigrants récents peuvent aussi avoir des difficultés en raison de la barrière de la langue, d'une situation d'emploi instable et de leur statut d'immigration. Dans un quartier comme Parc-Extension, où la grande majorité de la population est locataire et 60,5% des résidents sont issus de l'immigration, ces obstacles contribuent à maintenir un grand nombre de personnes dans la pauvreté et à dégrader leurs conditions de vie. Dans ce contexte, le travail de sensibilisation sur les droits des locataires et sur les manières de s'organiser pour revendiquer une amélioration des conditions de logement constitue une activité politique importante. Il importe également que l'information sur les services destinés aux locataires sans statut légal au Canada, ou encore à ceux ayant un casier judiciaire ou un mauvais crédit, circule plus largement.

L'enjeu du décrochage scolaire

De nombreuses recherches ont montré les liens entre pauvreté et faibles niveaux de réussite scolaire. Ainsi, il n'est pas étonnant que le taux d'abandon des élèves du secondaire, sans diplôme ni qualification, s'élève à 49,2% dans Parc-Extension, ce qui suppose qu'un élève sur deux n'obtient pas son diplôme d'études secondaires dans les délais habituels. Lors de la consultation organisée par Montréal Populaire, des résidents du quartier ont mentionné plusieurs facteurs qui limitent l'enga-

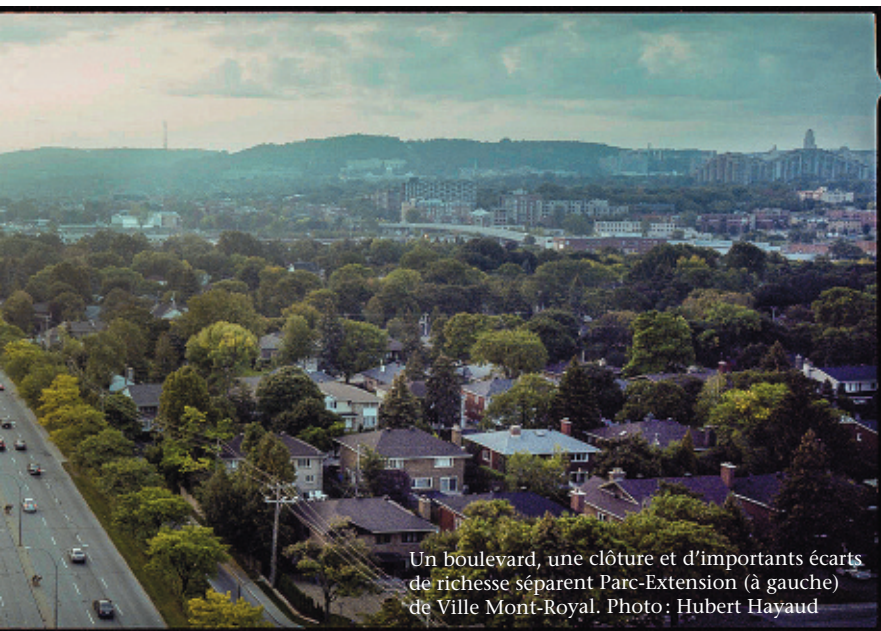
gement scolaire des jeunes: de mauvaises conditions de logement qui empêchent les élèves de compléter leurs études sans stress; la conscience des contraintes financières familiales qui les incitent à entrer rapidement sur le marché du travail plutôt que de compléter leurs études; la pression parentale pour s'inscrire à des programmes techniques malgré les préférences et les intérêts personnels, ainsi que les difficultés linguistiques.

Les inégalités dans la persévérance scolaire chez les jeunes sont un phénomène collectif et multidimensionnel: la pauvreté et la précarité, l'appartenance ethnoculturelle et le statut d'immigration, l'influence du voisinage et la situation familiale, tout cela entre en jeu. Il y a cependant un risque que les jeunes interprètent ce phénomène comme un problème individuel, ce qui contribue à un sentiment d'échec personnel et à une faible estime de soi. Les organisations et les mouvements intéressés par ces enjeux doivent ainsi mettre en lumière la nature structurelle et collective des difficultés scolaires vécues par les jeunes de Parc-Extension. Les résidents du quartier ont notamment proposé la tenue de séances d'information et d'ateliers sur la confiance en soi, l'éducation civique et les possibilités d'emploi sur le marché du travail dont ils pourraient bénéficier. Ils et elles ont également souligné l'importance d'un soutien et d'une prise en charge des besoins de base à l'école, tels que des repas réguliers à prix abordable ainsi qu'une collaboration étroite entre les parents, les enseignants et les groupes voués à la persévérance scolaire.

Pousser la recherche

Plusieurs formes d'inégalité ont bénéficié d'une attention académique et médiatique soutenue au cours de la dernière décennie, entre autres grâce au travail de terrain mené par des organisations politiques et des mouvements sociaux. Ainsi a-t-on pu observer une augmentation des inégalités économiques causée par les politiques d'austérité – compressions dans l'aide sociale, dans les services publics, etc. – et des inégalités ethnoculturelles face au système de justice pénale. Si des études récentes indiquent que ces deux réalités sont bien présentes au Québec¹, on peut espérer que d'autres travaux nous aideront à mieux cerner les multiples contours des inégalités sociales dans la province. La recherche et l'action communautaires ont un rôle important à jouer à cet égard, notamment pour les inégalités touchant le droit au logement et la persévérance scolaire. C'est en tenant compte, tant dans nos analyses que dans nos actions, des nombreux visages de l'inégalité que nous saurons affronter cette dernière efficacement, dans Parc-Extension et ailleurs. 🌐

1. Voir Eve-Lyne Couturier et Simon Tremblay-Pepin, « Les mesures d'austérité et les femmes: analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008 », IRIS, février 2015, et Rafik Bentabbel et Emanuel Guay, « Le système de justice contre les personnes racisées », *Relations*, n° 793, décembre 2017.



Un boulevard, une clôture et d'importants écarts de richesse séparent Parc-Extension (à gauche) de Ville Mont-Royal. Photo: Hubert Hayaud